Avis de mise à disposition des décisions au greffe le**03/06/2025 à 09h30****Audience du 13/05/2025 à 09h30****PRESIDENTE : Madame ROUSSELLE****RAPPORTEURE PUBLIQUE : Madame BOURGUET**

01) N° 2203153 RAPPORTEURE : Madame PETON

Demandeur	COMMUNE DE VITRY-LE-FRANCOIS	Me NOIZET
Défendeur	M. X	SOCIETE D'AVOCATS ACG REIMS

Autres parties PREFECTURE DE LA MARNE

La commune de Vitry-le-François demande à la cour la réformation du jugement n°2102292 du 18 octobre 2022 par lequel le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne a annulé son arrêt du 2 août 2021 attribuant à M. X, au titre du complément indemnitaire annuel (CIA) pour l'année 2021, un montant de seize euros et de condamner M. X à verser lui la somme de 2 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Dispositif

- La requête de la commune de Vitry-le-François est rejetée.

C

02) N° 2202078 RAPPORTEURE : Madame PETON

Demandeur	M. X	SOCIETE D'AVOCATS ACG REIMS
-----------	------	--------------------------------

Défendeur MINISTERE DE LA JUSTICE

Autres parties PREFECTURE DE LA MARNE

Monsieur X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2002352 du 3 juin 2022 du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne qui rejette sa demande tendant à annuler la décision du 20 juillet 2020 par laquelle le directeur interrégional des services pénitentiaires Strasbourg Grand-Est a rejeté sa demande de reconnaissance de l'imputabilité de son accident, survenu le 8 octobre 2019 ainsi que la décision implicite de rejet née du silence gardé sur son recours gracieux formé le 15 septembre 2020.

Dispositif

- La requête de M. X est rejetée.

C

**Avis de mise à disposition des décisions au greffe le
03/06/2025 à 09h30**

Audience du 13/05/2025 à 09h30

PRESIDENTE : Madame ROUSSELLE

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Madame BOURGUET

03) N° 2201868 RAPPORTEURE : Madame PETON

Demandeur MINISTRE DE L'ECONOMIE DES FINANCES ET DE LA
SOVERAINETE

Défendeur M. X

Me WOLDANSKI

Autres parties PREFECTURE DE LA REGION GRAND EST

Le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique demande à la cour d'annuler le jugement n° 2001053 du 31 mai 2022 du tribunal administratif de Besançon qui annule l'arrêté du 30 janvier 2020 par lequel la directrice générale des douanes et droits indirects a pris, à l'encontre de M. X la sanction de l'exclusion temporaire de fonctions pour une durée de deux ans.

Dispositif

- Le jugement n° 2001053 du tribunal administratif de Besançon en date du 31 mai 2022 est annulé.

- La demande présentée par M. X devant le tribunal administratif de Besançon tendant à l'annulation de l'arrêté du 30 janvier 2020 est rejetée.

- Les conclusions de M. X présentées sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

C

04) N° 2201653 RAPPORTEUR : Monsieur BARLERIN

Demandeur COMMUNE DE MORHANGE

IOCHUM-GUISO

Défendeur M. X

BERARD JEMOLI

SANTELLI BURKATZKI

BIZZARRI

Autres parties PREFECTURE DE LA MOSELLE

La commune de MORHANGE demande à la cour de réformer le jugement n° 2200148 du 16 juin 2022 par lequel, le tribunal administratif de Strasbourg a fait droit à la demande de M. X tendant à l'annulation de l'arrêté en date du 4 novembre 2021, par lequel le Maire de la commune de Morhange l'a suspendu de ses fonctions pour une durée de 4 mois.

Dispositif

- Le jugement n° 2200148 du tribunal administratif de Strasbourg du 16 juin 2022 est annulé.

- Les conclusions présentées en première instance et en appel par M. X sont rejetées.

- Les conclusions présentées par la commune de Morhange au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

C

N° 25/100

COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL

DE Nancy

5ème chambre - formation à 3

Avis de mise à disposition des décisions au greffe le

03/06/2025 à 09h30

Audience du 13/05/2025 à 09h30

PRESIDENTE : Madame ROUSSELLE

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Madame BOURGUET

06) N° 2200111

RAPPORTEUR : Monsieur BARLERIN

Demandeur MINISTERE DE LA JUSTICE

Défendeur M. X

SELARL RICHARD &
LEHMANN

Autres parties PREFECTURE DE LA MARNE

Le garde des sceaux, ministre de la justice, demande à la cour d'annuler le jugement n° 2001691 du 16 novembre 2021 du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne qui annule l'arrêté du 28 janvier 2021 en tant qu'il classe M. X au 5ème échelon du grade de directeur pénitentiaire d'insertion et de probation de classe normale à compter du 13 janvier 2020, ainsi que la décision rejetant son recours gracieux.

Dispositif

- La requête du garde des Sceaux, ministre de la justice, est rejetée.

- L'Etat versera à M. X la somme de 1 500 euros au titre de L. 761-1 du code de justice administrative.

C

**Avis de mise à disposition des décisions au greffe le
03/06/2025 à 09h30**

Audience du 13/05/2025 à 10h30

PRESIDENT : Monsieur DURUP DE BALEINE**RAPPORTEURE PUBLIQUE : Madame BOURGUET**

01) N° 2401591 RAPPORTEUR : Monsieur BARLERIN

Demandeur MINISTERE DE L'INTERIEUR

Défendeur M. X

Me STEPIEN

Le ministre de l'intérieur demande à la cour d'annuler le jugement n° 2202817 du 23 avril 2024 du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne qui a, à la demande de M. X, annulé l'article 2 de son arrêté du 9 novembre 2022 mettant fin à la période de stage de celui-ci et ordonnant sa radiation des cadres.

Dispositif

- Les articles 1er à 3 du jugement n° 2202817 du 23 avril 2024 du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne sont annulés.

- Les conclusions de la demande de M. X tendant à l'annulation de l'article 2 de l'arrêté du 9 novembre 2022 et à ce qu'il soit enjoint au ministre de l'intérieur et des outre-mer de le titulariser sont rejetées.

- Les conclusions présentées par M. X au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

C

02) N° 2201445 RAPPORTEUR : Monsieur BARLERIN

Demandeur M. X

SCP ALEXANDRE LEVY
KAHN BRAUN

Mme Y

SCP ALEXANDRE LEVY
KAHN BRAUN

Défendeur RECTORAT DE L'ACADEMIE DE NANCY-METZ

Autres parties MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE DE
L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

M. et Mme X demandent à la cour d'annuler le jugement n° 2006047 du 31 mars 2022 du tribunal administratif de Strasbourg qui rejette leur demande tendant à la condamnation de l'Etat à indemniser leurs préjudices résultant des faits de harcèlement moral qu'ils estiment avoir subis.

Dispositif

- La requête de M. et Mme X est rejetée.

C

Avis de mise à disposition des décisions au greffe le**03/06/2025 à 09h30****Audience du 13/05/2025 à 10h30****PRESIDENT : Monsieur DURUP DE BALEINE****RAPPORTEURE PUBLIQUE : Madame BOURGUET**

03) N° 2202154 RAPPORTEURE : Madame PETON

Demandeur	Mme X	Me BRANCHET
Défendeur	PREFECTURE DE LA MOSELLE MINISTERE DE L'INTERIEUR	

Madame X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2007164 du 2 juin 2022 du tribunal administratif de Strasbourg qui rejette sa demande tendant en premier lieu à annuler les arrêtés du 17 septembre 2020 par lesquels le préfet de la Moselle a décidé d'une part de fixer une date de consolidation de son état de santé au 17 mars 2020, sans séquelles, suite à l'accident dont elle a été victime le 11 juillet 2018, de ne retenir aucun taux d'incapacité permanente partielle (IPP) et de prendre en charge les soins postérieurs au 17 septembre 2020 au titre de la maladie ordinaire et d'autre part de la placer en congé maladie ordinaire du 18 mars 2020 au 29 septembre 2020 et de ne lui accorder le bénéfice que d'un demi-traitement du 16 juin au 29 septembre 2020 et en deuxième lieu à annuler l'arrêté du 1er octobre 2020 par lequel le préfet a décidé de prolonger son congé maladie ordinaire du 30 septembre 2020 au 30 octobre 2020 et de ne lui accorder le bénéfice que d'un demi-traitement du 30 septembre et 30 octobre 2020 enfin d'enjoindre à l'Etat de lui accorder le bénéfice du plein traitement depuis le 16 juin 2020.

Dispositif

- La requête de Mme X est rejetée.

C

04) N° 2302849 RAPPORTEURE : Madame PETON

Demandeur	Mme X	Me BRANCHET
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	

Mme X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2107945 du 6 juillet 2023 du tribunal administratif de Strasbourg qui rejette sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 15 septembre 2021 par lequel le ministre de l'intérieur et des Outre-Mer a prononcé sa radiation des cadres pour abandon de poste à compter du 19 avril 2021.

Dispositif

- La requête de Mme X est rejetée.

C

Avis de mise à disposition des décisions au greffe le**03/06/2025 à 09h30****Audience du 13/05/2025 à 11h00****PRESIDENT : Monsieur DURUP DE BALEINE****RAPPORTEURE PUBLIQUE : Madame BOURGUET****01) N° 2100239****RAPPORTEUR : Monsieur DURUP DE BALEINE**

Demandeur	SCI REFFYE EXPERTISE	COSSALTER, DE ZOLT & COURONNE
Défendeur	M. et Mme X Mme Y SCI SBV	GEHIN - GERARDIN GEHIN - GERARDIN GEHIN - GERARDIN
Autres parties	VILLE D'EPINAL PREFECTURE DES VOSGES	

La SCI REFFYE EXPERTISE demande à la cour l'annulation du jugement n° 2000976 du tribunal administratif de Nancy du 24 novembre 2020 qui a annulé, à la demande de M. et Mme X et autres, l'arrêté du 4 novembre 2019 par lequel le maire de la commune d'Epinal lui a délivré un permis de construire avec prescription pour la réalisation d'un ensemble immobilier de dix-sept logements.

Dispositif

- L'article 1er du jugement n° 2000976 du tribunal administratif de Nancy du 24 novembre 2020 et son article 2, en tant qu'il met à la charge de la SCI Reffye Expertise le versement d'une somme au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative, sont annulés.

- Les conclusions de la demande présentée devant le tribunal administratif de Nancy par M. X et autres tendant à l'annulation de l'arrêté du maire de la commune d'Epinal du 4 novembre 2019 et de la décision du 30 janvier 2020 rejetant leurs recours gracieux et à ce qu'une somme soit mise à la charge de la SCI Reffye Expertise au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative, ainsi que leurs conclusions en appel tendant à l'annulation de l'arrêté du maire de la commune d'Epinal du 6 mars 2025 et au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative, sont rejetées.

C

Avis de mise à disposition des décisions au greffe le
03/06/2025 à 09h30

Audience du 13/05/2025 à 11h00

PRESIDENT : Monsieur DURUP DE BALEINE

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Madame BOURGUET

02) N° 2103132

RAPPORTEUR : Monsieur DURUP DE BALEINE

Demandeur	M. et Mme X	GEHIN - GERARDIN
	Mme Y	GEHIN - GERARDIN
	SCI SBV	GEHIN - GERARDIN
Défendeur	VILLE D'EPINAL	
	SCI REFFYE EXPERTISE	COSSALTER, DE ZOLT & COURONNE

Autres parties PREFECTURE DES VOSGES

Monsieur et Madame X, Madame Y et la SCI SBV demandent à la cour l'annulation des jugements n° 1802100 du tribunal administratif de Nancy du 24 novembre 2020 et 5 octobre 2021 rejetant leur demande d'annulation du permis de construire initial et modificatif délivrés par le maire de la commune d'Epinal à la SCI Reffye Expertise en vue de l'édification d'un ensemble immobilier comprenant vingt-deux logements.

Dispositif

- La requête de M. et Mme X et autres est rejetée.

- Les conclusions de la SCI Reffye Expertise au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

Avis de mise à disposition des décisions au greffe le**03/06/2025 à 09h30****Audience du 13/05/2025 à 11h30****PRESIDENT : Monsieur DURUP DE BALEINE**

01) N° 2303029 RAPPORTEURE : Madame PETON

Demandeur	Mme X	Me MILONGO
Défendeur	PREFECTURE DE LA MOSELLE	
Autres parties	MINISTERE DE L'INTERIEUR	

Mme X demande à la cour d'annuler le jugement n°2203297 du 29 août 2023 du tribunal administratif de Strasbourg qui rejette sa demande tendant à l'annulation de la décision implicite par laquelle le préfet de la Moselle a refusé de lui délivrer un titre de séjour.

Dispositif

- La requête de Mme X est rejetée.

C

02) N° 2302355 RAPPORTEURE : Madame PETON

Demandeur	PREFECTURE DE L'AUBE	SCP D'AVOCATS G ANCELET & B ELIE
Défendeur	M. X	Me DE KERSAUSON
Autres parties	MINISTERE DE L'INTERIEUR	

La Préfète de l'Aube demande à la cour d'annuler le jugement n° 2300460 du 26 mai 2023 du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne qui annule ses décisions par lesquelles elle a refusé de délivrer une carte de séjour temporaire pluriannuelle à M. X.

Dispositif

- La requête du préfet de l'Aube est rejetée.

- L'Etat versera à M. X la somme de 1 000 euros sur le fondement des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

C

Avis de mise à disposition des décisions au greffe le

03/06/2025 à 09h30

Audience du 13/05/2025 à 11h30

PRESIDENT : Monsieur DURUP DE BALEINE

03) N° 2303504

RAPPORTEUR : Monsieur BARLERIN

Demandeur	Mme X	Me BERTIN
Défendeur	PREFECTURE DU DOUBS	
Autres parties	MINISTERE DE L'INTERIEUR	

Mme X demande à la cour d'annuler le jugement n°2200731 du 30 juin 2022 du tribunal administratif de Besançon qui rejette sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 17 février 2022 par lequel le préfet du Doubs a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligée à quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a fixé le pays de destination.

Dispositif

- Le jugement n° 2200731 du tribunal administratif de Besançon du 30 juin 2022 est annulé.
- L'arrêté du 17 février 2022 par lequel le préfet du Doubs a refusé de délivrer à Mme X un titre de séjour, lui a fait obligation de quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a fixé le pays de renvoi est annulé.
- Il est fait injonction au préfet du Doubs de procéder à un nouvel examen de la situation de Mme X dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêt et de lui délivrer, dans cette attente, une autorisation provisoire de séjour.
- L'Etat versera à Me Bertin la somme de 1 200 euros au titre de l'article 37 de la loi n° 91 647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique.
- Le surplus des conclusions de la requête est rejeté.

C

04) N° 2303506

RAPPORTEUR : Monsieur BARLERIN

Demandeur	Mme X	Me ELSAESSER
Défendeur	PREFECTURE DE LA MOSELLE	
Autres parties	MINISTERE DE L'INTERIEUR	

Mme X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2301426 du 28 mars 2023 par lequel le magistrat désigné par le président du tribunal de Strasbourg a rejeté sa demande tendant à annuler l'arrêté du 17 février 2023 par lequel le préfet de la Moselle l'a obligée à quitter le territoire français, a fixé le pays de destination et lui a interdit le retour sur le territoire pendant un an.

Dispositif

- La requête de Mme X est rejetée.

C

Avis de mise à disposition des décisions au greffe le

03/06/2025 à 09h30

Audience du 13/05/2025 à 11h30

PRESIDENT : Monsieur DURUP DE BALEINE

05) N° 2303781

RAPPORTEUR : Monsieur BARLERIN

Demandeur M. X

Me AIRIAU

Défendeur PREFECTURE DE LA REGION GRAND EST

Autres parties MINISTERE DE L'INTERIEUR

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2308064 du 29 novembre 2023 du magistrat désigné par le président du tribunal administratif de Strasbourg qui rejette sa demande tendant à l'annulation des arrêtés du 9 novembre 2023 par lesquels la préfète du Bas-Rhin l'a obligé à quitter le territoire français sans délai de départ volontaire, a fixé le pays de destination et l'a assigné à résidence.

Dispositif

- Il n'y a pas lieu de statuer sur la demande d'aide juridictionnelle provisoire de M. X.
- Le jugement n° 2308064 du tribunal administratif de Strasbourg du 29 novembre 2023 est annulé en tant qu'il a rejeté les conclusions de M. X dirigées contre l'arrêté prononçant son assignation à résidence.
- L'arrêté en date du 9 novembre 2023 par lequel la préfète du Bas-Rhin a prononcé l'assignation à résidence de M. X est annulé.
- L'Etat versera à Me Airiau, une somme de 1 200 euros au titre de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, sous réserve de sa renonciation à percevoir la part contributive de l'Etat à l'aide juridictionnelle.
- Le surplus des conclusions de M. X est rejeté.

C

06) N° 2401753

RAPPORTEUR : Monsieur DURUP DE BALEINE

Demandeur Mme X

Me BOHNER

Défendeur PREFECTURE DU HAUT-RHIN

Autres parties MINISTERE DE L'INTERIEUR

Mme X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2400756 du 6 mai 2024 du tribunal administratif de Strasbourg qui rejette sa demande tendant à annuler l'arrêté du 13 novembre 2023 par lequel le préfet du Haut-Rhin a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligée à quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a fixé le pays à destination duquel elle est susceptible d'être éloignée.

Dispositif

- Les requêtes de Mme et M. X sont rejetées.

C

**Avis de mise à disposition des décisions au greffe le
03/06/2025 à 09h30**

Audience du 13/05/2025 à 11h30

PRESIDENT : Monsieur DURUP DE BALEINE

07) N° 2401754 RAPPORTEUR : Monsieur DURUP DE BALEINE

Demandeur	M. X	Me BOHNER
Défendeur	PREFECTURE DU HAUT-RHIN	
Autres parties	MINISTERE DE L'INTERIEUR	

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2400757 du 6 mai 2024 du tribunal administratif de Strasbourg qui rejette sa demande tendant à annuler l'arrêté du 13 novembre 2023 par lequel le préfet du Haut-Rhin a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligée à quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a fixé le pays à destination duquel elle est susceptible d'être éloigné.

Dispositif

- Les requêtes de Mme et M. X sont rejetées.

C

08) N° 2401834 RAPPORTEUR : Monsieur DURUP DE BALEINE

Demandeur	M. X	Me SABATAKAKIS
Défendeur	PREFECTURE DE LA MOSELLE	
Autres parties	MINISTERE DE L'INTERIEUR	

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n°2401903 du 10 juin 2024 du tribunal administratif de Strasbourg qui rejette sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 20 février 2024 par lequel le préfet de la Moselle lui a refusé la délivrance d'un titre de séjour, lui a fait obligation de quitter le territoire français dans un délai de trente jours, a fixé le pays de destination et lui a fait interdiction de retour sur le territoire français pour une durée d'un an.

Dispositif

- Il n'y a pas lieu de statuer sur la demande d'aide juridictionnelle provisoire.

- Le surplus des conclusions de la requête de M. X est rejeté.

C

09) N° 2401981 RAPPORTEUR : Monsieur DURUP DE BALEINE

Demandeur	M. X	L'ILL LEGAL
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION GRAND EST	
Autres parties	MINISTERE DE L'INTERIEUR	

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n°2401392 du 5 juin 2024 du tribunal administratif de Strasbourg qui rejette sa demande tendant à l'annulation de la décision du 25 janvier 2024 par laquelle la préfète du Bas-Rhin a refusé d'enregistrer sa demande de titre de séjour.

Dispositif

- La requête de M. X est rejetée.

C

Avis de mise à disposition des décisions au greffe le**03/06/2025 à 09h30**

Audience du 13/05/2025 à 11h30

PRESIDENT : Monsieur DURUP DE BALEINE

10) N° 2303351 RAPPORTEURE : Madame PETON

Demandeur	M. X	Me BERRY
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION GRAND EST	
Autres parties	MINISTERE DE L'INTERIEUR	

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n°2302802 du 14 juin 2023 du tribunal administratif de Strasbourg qui rejette sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 21 mars 2023 par lequel la préfète du Bas-Rhin a refusé de l'admettre au séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a fixé le pays de destination.

Dispositif

- La requête de M. X est rejetée.

C

11) N° 2303756 RAPPORTEUR : Monsieur BARLERIN

Demandeur	Mme X	Me MERGER
Défendeur	PREFECTURE DE LA HAUTE-MARNE	
Autres parties	MINISTERE DE L'INTERIEUR	

Mme X demande à la cour d'annuler le jugement n°2302368 du 24 novembre 2023 du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne qui rejette sa demande tendant à annuler l'arrêté non daté, notifié le 14 septembre 2023 par lequel la préfète de la Haute-Marne lui a refusé la délivrance d'un titre de séjour, l'a obligée à quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a fixé le pays de destination.

Dispositif

- La requête de Mme X est rejetée.

C

**Avis de mise à disposition des décisions au greffe le
03/06/2025 à 09h30**

Audience du 13/05/2025 à 11h30

PRESIDENT : Monsieur DURUP DE BALEINE

12) N° 2303473 RAPPORTEUR : Monsieur BARLERIN

Demandeur PREFECTURE DE LA MOSELLE

Défendeur M. X

Me HALIL

Autres parties MINISTERE DE L'INTERIEUR

Le PREFET DE LA MOSELLE demande à la cour d'annuler le jugement n° 2307089 du 14 novembre 2023 par lequel la magistrate désignée par le président du tribunal administratif de Strasbourg a annulé son arrêté du 3 octobre 2023 par lequel il a obligé M. X à quitter le territoire français sans délai, a fixé le pays de destination et lui a interdit le retour sur le territoire pendant un an.

Dispositif

- Le jugement n° 2307089 du 14 novembre 2023 de la magistrate désignée par le président du tribunal administratif de Strasbourg est annulé.

- La demande présentée par M. X devant le tribunal administratif de Strasbourg et ses conclusions en appel à fin d'injonction et au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

- La demande de M. X tendant à ce que la cour assure l'exécution du jugement du 14 novembre 2023 est rejetée.

C

13) N° 2402851 RAPPORTEUR : Monsieur DURUP DE BALEINE

Demandeur M. X

HAVEN

Défendeur PREFECTURE DE LA MOSELLE

Autres parties M. X

MINISTERE DE L'INTERIEUR

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2303899 du 24 septembre 2024 du tribunal administratif de Strasbourg qui rejette sa demande tendant à annuler la décision du 26 septembre 2022 par laquelle le préfet de la Moselle a refusé de renouveler son titre de séjour, ensemble la décision implicite par laquelle ledit préfet a confirmé sur recours gracieux présenté le 23 novembre 2022 la décision du 26 septembre 2022 susmentionnée.

Dispositif

- La requête de M. X est rejetée.

C

**Avis de mise à disposition des décisions au greffe le
03/06/2025 à 09h30**

Audience du 13/05/2025 à 11h30

PRESIDENT : Monsieur DURUP DE BALEINE

14) N° 2401749 RAPPORTEUR : Monsieur DURUP DE BALEINE

Demandeur	M. X	Me JACQUIN FLORIANE
Défendeur	PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	
Autres parties	MINISTERE DE L'INTERIEUR	

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n°2400385 du 28 février 2024 de la magistrate désignée par le président du tribunal administratif de Nancy qui rejette sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté en date du 5 février 2024 par lequel la préfète de Meurthe-et-Moselle lui a fait obligation de quitter le territoire français sans délai à destination du pays dont il a la nationalité et lui a interdit le retour pendant une durée de 24 mois, ensemble l'arrêté du même jour l'assignant à résidence.

Dispositif

- La requête de M. X est rejetée.

C

15) N° 2302991 RAPPORTEURE : Madame PETON

Demandeur	Mme X	Me STELLA
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION GRAND EST	
Autres parties	MINISTERE DE L'INTERIEUR	

Mme X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2301834 du 22 juin 2023 par lequel la magistrate désignée par le président du tribunal administratif de Nancy a rejeté sa demande tendant à annuler l'arrêté du 16 juin 2023 par lequel la préfète du Bas-Rhin l'a obligée à quitter le territoire français, a fixé le pays à destination duquel elle pourra être reconduite et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée d'un an.

Dispositif

- La requête de Mme X est rejetée.

C

16) N° 2302999 RAPPORTEURE : Madame PETON

Demandeur	Mme X	Me CHAMPY
Défendeur	PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	
Autres parties	MINISTERE DE L'INTERIEUR	

Mme X demande à la cour d'annuler le jugement du tribunal administratif de Nancy qui rejette sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 20 mars 2023 par lequel le préfet de Meurthe-et-Moselle a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligée à quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a fixé le pays de destination.

Dispositif

- La requête de Mme X est rejetée.

C